

Comment mettre fin au conflit à Gaza et en Israël ?

Relations extérieures - 14-01-2009 - 18:27

Les députés ont débattu du conflit dans la bande de Gaza. Malgré des analyses parfois divergentes, la grande majorité des intervenants a appelé à un cessez-le-feu immédiat et une trêve négociée. Dans la résolution qui sera votée jeudi, les députés expriment leur consternation face à la souffrance de la population civile de Gaza, ainsi que leur sympathie pour les populations civiles touchées dans le sud d'Israël, et déplorent que des objectifs des Nations Unies aient été frappés lors des attaques

Conseil

Au nom du Conseil, le Ministre tchèque des Affaires étrangères, Karel Schwarzenberg, a déploré "*les conséquences humanitaires catastrophiques*" ainsi que "*la poursuite des hostilités qui ont fait tant de victimes civiles*". "*28000 personnes ont été déplacées depuis le début des hostilités*", a-t-il ajouté soulignant les besoins sanitaires urgents dont l'accès à l'eau saine et aux denrées alimentaires. Tout en rappelant les trois éléments issus de la réunion extraordinaire des Ministres des affaires étrangères de l'UE à Paris, - Déclaration de Paris: cessez-le-feu permanent, aide humanitaire et nécessité de relancer le processus de paix -, la Présidence du Conseil a appelé à la fin du lancement des roquettes par le Hamas et la fin des opérations israéliennes. Il a également insisté sur la nécessité d'ouvrir les points de passage pour un accès de l'aide humanitaire et que l'économie puisse reprendre à Gaza. "*Nous avons besoin d'interlocuteurs palestiniens plus que jamais*" et "*soutenons les efforts de médiation de l'Egypte*", soulignant la nécessité d'arriver à une paix durable et viable au Moyen-Orient.

Commission européenne

Pour la Commissaire aux relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, "*l'UE est préoccupée au plus haut point. Les statistiques ne font que s'alourdir et ce conflit mine les perspectives de paix*". La Commissaire a rappelé que la déclaration de Paris a été utilisée par l'UE lorsque celle-ci se rend dans la région. Elle a insisté sur l'aspect humanitaire et l'ouverture des points de passage ainsi que le cessez-le-feu pour permettre aux organisations internationales de faire leur travail. "*Il n'y pas de solution militaire à ce conflit, le processus de paix est la seule issue et celui-ci devra être relancé dès le cessez-le-feu*", a-t-elle ajouté. A long terme, ce conflit a pour conséquence "*l'affaiblissement de la confiance entre Israéliens et Palestiniens*", "*une image affectée d'Israël*", a-t-elle indiqué, soulignant "*l'importance de reprendre des discussions*" et "*de travailler avec la nouvelle administration américaine*".

Groupes politiques

José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra (ES) au nom du groupe PPE-DE, a rappelé que les 17 jours de combat à Gaza ont "*vraiment amené un bilan désastreux*" : la cause palestinienne divisée, le renforcement des radicaux, le processus de paix démantelé. "*On peut gagner toutes les batailles d'une guerre, mais on peut perdre la plus importante, la paix*", a-t-il déclaré. Le plus important est pour lui d'arriver à un cessez-le-feu immédiat. Il a insisté sur la nécessité de respecter la résolution des Nations unies, "*afin d'alléger la situation économique et militaire terrible dans la bande de Gaza*". Le Hamas est sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne et est la cause du conflit à ses yeux. "*Nous appuyons les efforts de la Commission et du Conseil pour qu'en collaboration avec les pays arabes nous puissions arriver à un cessez-le-feu le plus rapidement possible*", a-t-il répété. La déclaration d'Hilary Clinton "*nous a donné des raisons d'espérer*". L'UE est une union de valeurs et la paix est au centre de tout cela, a-t-il assuré. Et de conclure : "*il faut mettre tout notre poids politique pour cette cause et ne pas laisser notre cœur se durcir*".

"*Ces débats sont difficiles pour nous tous parce qu'Israël est un pays ami*", a déclaré Martin Schulz (DE), au nom des socialistes. "*Et je crois qu'il est important de parler franchement à ses amis*". Il a qualifié ce conflit de "*sanglant*". La résolution de l'ONU devrait être la base de la négociation d'un cessez-le-feu : le droit international doit être respecté. "*Pour un Etat démocratique, ça devrait aller de soi*", a-t-il ajouté. "*D'où mon appel pour que les armes se taisent*". "*L'Etat d'Israël a le droit de se défendre contre ceux qui ont le but de le détruire*", a-t-il convenu, "*mais un Etat démocratique doit*

toujours se demander si les moyens qu'il utilise sont proportionnés". Pour le président du groupe socialiste, ils ne le sont pas. "Nous savons que le Hamas n'est pas une organisation pacifiste, mais c'est tout de même une erreur de refuser le dialogue, qui est une condition préalable à la paix". Il va falloir parler avec le Hamas. Et si Israël ne peut pas le faire, il y a des formules internationales qui peuvent s'y prêter, par exemple le Quartet. Il est pour lui "illusoire de penser qu'il y a une solution militaire au conflit. Cela se fera seulement par le biais d'une médiation internationale et du dialogue". "Si l'appui du Parlement au cessez-le-feu est large, nous aurons apporté notre concours pour mettre un terme à cette situation", a-t-il conclu.

Selon Annemie Neyts-Uyttebroeck (ADLE, BE), l'UE doit formuler ses exigences : *"une trêve immédiate avec arrêt des lancements de roquettes vers Israël, arrêt des opérations israéliennes à Gaza et acheminement des secours humanitaires; un cessez-le-feu durable avec des trafics d'armes et de munitions, avec surveillance efficace de la frontière entre Égypte et Gaza, avec retrait des troupes d'Israël et réouverture des postes de passage et enfin, levée de l'embargo, et tout cela, simultanément". Une force internationale est nécessaire et l'UE doit se préparer à y participer. Ce qui implique que "les Européens ne se comportent pas en ordre dispersé". Il faudra aussi que "les États Unis s'engagent, ainsi que la Ligue arabe et leurs pays membres". Mais pour offrir une réelle alternative à la situation à Gaza, Israël devra améliorer sensiblement la situation en Cisjordanie : "634 checkpoints, le dédoublement du réseau routier, des murs de 8 mètres de haut, plus les innombrables vexations infligées aux Palestiniens, n'offrent pas une alternative assez séduisante aux habitants de Gaza pour les détourner du Hamas". Et de conclure : "Inévitablement viendra le jour où il faudra que tout le monde parle à tout le monde".*

Pour le groupe UEN, Cristiana Muscardini (IT) a appelé à renoncer à toute hypocrisie : beaucoup de pays occidentaux n'accepteraient pas d'être *"rayés de la carte"*. Le droit sacro-saint à l'existence vaut aussi bien pour les Israéliens que pour les Palestiniens, selon elle. En outre, elle a estimé que *"la mort de nombreux civils ne saurait justifier le dialogue avec les terroristes"*. En effet, le risque serait de légitimer la violence terroriste à l'avenir. Mais l'UE doit répondre aux besoins humanitaires. Une réflexion doit être menée, par ailleurs, sur le contrôle de l'utilisation de l'argent communautaire dans la région.

Pour Daniel Cohn-Bendit (DE) qui s'exprimait au nom du groupe Verts/ALE,, *"la situation est sûrement à pleurer, les espoirs de paix et de sécurité s'évaporent dans la fumée de Gaza et sous les corps des enfants, des blessés, des femmes et des hommes"*. Selon le co-président du groupe des Verts, ceux qui justifient les opérations militaires israéliennes par les attaques de roquettes *"n'ont rien compris"*. *"Celui qui commence une guerre doit savoir comment la finir"*, a-t-il ajouté. L'objectif d'Israël pour *"plus de sécurité"* ne sera *"jamais atteint"*. *"Il faut protéger Israël devant Israël et la solution de guerre (...) Il faut protéger les civils palestiniens devant le Hamas"*, a-t-il déclaré. Pour Daniel Cohn-Bendit, *"il faut arrêter de penser à améliorer les relations avec Israël ("upgrading") dans la situation actuelle"*. Dans les discussions avec le Hamas, l'UE ne doit également pas être naïve, a-t-il précisé car *"le Hamas, dans sa stratégie, a besoin de morts. Israël est tombé dans le piège du Hamas"*. *"Seuls les Palestiniens peuvent régler le problème du Hamas"*, a-t-il affirmé, appelant à *"donner un espoir de vie aux Palestiniens en Cisjordanie"* afin que les *"Palestiniens se libèrent du Hamas"*.

Pour Luisa Morgantini (IT), au nom du groupe GUE/NGL, *"avec ces morts (...) ce sont les droits de l'homme qui meurent"*. *"Nous sommes inefficaces"*, a-t-elle déclaré s'adressant à la Commissaire, *"vous agissez et faites beaucoup mais cette guerre militaire ne mène qu'à la fin morale d'Israël"*. Il faut qu'il y ait un cessez-le-feu, a-t-elle ajouté. Mais *"vous devez utiliser les instruments que nous avons - dont une pause dans "l'upgrading" pour arriver au cessez-le-feu"*. Pour la députée, *"c'est une erreur de penser uniquement à Gaza et à Rafah"* appelant à l'ouverture de tous les points de passage.

"La République islamique d'Iran est derrière le Hamas" a souligné Bastiaan Belder (NL) pour le groupe IND/DEM. Leur idéologie qui *"ne laisse aucune place à l'Etat d'Israël se propage via les mosquées de Gaza"*. Le député a estimé que si l'Europe veut assurer la survie de l'État d'Israël, il y aura un affrontement avec le Hamas. Le cessez-le-feu est tout simplement une pause pour le Hamas, il ne sera pas permanent, a-t-il conclu.

Luca Romagnoli (NI, IT) a estimé que la grande majorité de l'Assemblée *"est d'accord pour appeler à la paix"*. Un corridor de paix international est nécessaire *"et non seulement dans la bande de Gaza mais dans l'ensemble du territoire palestinien"*, a-t-il ajouté. Le député a plaidé pour deux États, rappelant qu'*"une solution militaire ne sera ni réalisable ni viable"*. Et de conclure : *"la guerre ne résout jamais les problèmes de la terre sainte"*.

Députés francophones

Selon Marielle de Sarnes (ADLE, FR), *"nous avons tous une part de responsabilité dans ce qui se passe aujourd'hui au Proche Orient, nous avons laissé se dégrader la situation"*. Aujourd'hui, a-t-elle rappelé, *"c'est le 19ème jour de guerre, des dizaines de milliers de Gazaouis n'ont plus de maisons"*. La situation humanitaire est de plus en plus dégradée. *"Il y a trop de souffrance et il faut que cela cesse maintenant!"*. Et de poursuivre : *"notre responsabilité est de n'être complaisant à l'égard de personne, de faire pression sur les deux parties pour qu'elles acceptent enfin de négocier"*. Elle estime que c'est une question de jours, peut être même d'heures. Il faut garantir à Israël sa sécurité et garantir au peuple de Gaza qu'il pourra vivre demain dans la paix. Pour obtenir cet accord, *"il suffirait peut être que l'Europe, les Etats unis et les pays arabes parlent d'une seule voix. Ce n'est pas la guerre qu'il s'agit de gagner, c'est la paix"*, a-t-elle finalement déclaré.

"A Gaza, nous avons vu la guerre, nous avons vu la mort, mais nous avons vu des gens vivants, des gens qui ont le droit de vivre et que nous avons le devoir de protéger" a déclaré Héléne Flautre (Verts/ALE). *"La protection de la population civile, est l'urgence absolue"*, a-t-elle insisté, estimant que *"tout n'a pas été mis en œuvre pour obtenir des autorités israéliennes l'arrêt immédiat de cette opération militaire indiscriminée et disproportionnée"*. La présidente de la sous-commission des Droits de l'homme a qualifié le rehaussement du niveau des relations avec Israël de *"tragique erreur"*. Elle a également déploré que le Conseil soit incapable de mobiliser la clause *"droits de l'homme"* de son accord avec Israël : *"jusqu'où devons nous aller dans les violations du droit international pour (la) faire appliquer?"*. Elle a fustigé l'échec de la politique *"essentiellement humanitaire"* de l'UE qui ne fait que *"pallier les dégâts de l'occupation militaire et de la guerre"*. Et de conclure : *"si 'le business as usual' continue et perdure dans nos relations avec Israël, avec les mille morts de Gaza, vous enterrez l'article 11 du traité, vous enterrez la politique 'droits de l'homme' de l'Union et vous enterrez le projet européen!"*.

Pour Patrick Louis (IND/DEM, FR), il est aujourd'hui *"urgent, juste, légitime et nécessaire de garantir la sécurité et la reconnaissance de l'Etat israélien"*. Le multiculturalisme a ses limites, *"là où il y a deux peuples, il faut deux Etats : il faut assurer la naissance d'un État palestinien réellement souverain"*, a-t-il ajouté. *"Il y a urgence tant il est vrai que, sur cette terre, les extrémistes de tous bords sont forts et dans l'erreur, tandis que les petits sont modérés et victimes"*. La solution pour transcender la loi du talion n'est *"ni morale ni militaire, elle est politique"*. *"Alors au travail!"*, a-t-il lancé en conclusion.

"Encore une fois ce sont les armes qui parlent au Proche Orient. Encore une fois, les principales victimes sont les femmes et les enfants, blessés par milliers et tués par centaines. Encore une fois, l'histoire se répète, dans son horreur, aux portes de l'Europe", a déploré Tokia Saïfi (PPE-DE, FR). Face à la situation, l'Union européenne, malgré ses initiatives, fait preuve d'un manque d'efficacité que les opinions publiques comprennent mal. L'Union pour la Méditerranée et l'Assemblée Euromed doivent jouer un rôle majeur dans la région et soutenir le plan franco-égyptien en faveur de l'instauration d'un cessez le feu immédiat. Ce qui implique aussi la sécurisation des frontières entre Israël et la bande de Gaza, la réouverture des points de passage et, surtout, la levée du blocus. La députée a notamment plaidé pour la mise en place d'une force militaire, non pas multinationale mais euro-méditerranéenne : *"ce geste serait l'acte fondateur d'une volonté politique affirmée en faveur d'une pax Europa attendue depuis si longtemps par tous les peuples de la Méditerranée"*. Elle a également attiré l'attention sur le risque d'une confrontation entre les civilisations, compte tenu de la mobilisation d'une opinion publique musulmane, qui dépasse largement la géographie des pays arabes. *"L'Europe a une responsabilité historique, celle de renforcer en urgence le dialogue des civilisations, a-t-elle conclu."*

Véronique De Keyser (PSE, FR), favorable à l'ouverture du dialogue avec le Hamas, s'est dite *"écrasée de tristesse et de colère"*. *"Et si je ne veux pas me laisser submerger par l'émotion devant ce massacre (...) et aussi la vague de haine et d'antisémitisme qui commence à déferler dans nos rues"*,

L'Europe doit retourner à ses fondamentaux : *"la vie d'un palestinien vaut celle d'un israélien, non seulement sa vie mais aussi son avenir et sa liberté"*. Elle estime d'autre part que le droit international doit être respecté, c'est-à-dire les résolutions de l'ONU et la convention de Genève. Cette région est devenue une *"région de non droit"*. Justice devra être rendue pour tous ces crimes, a encore déclaré la députée, *"d'où qu'ils viennent"*. Il n'y aura jamais de paix sans justice et la justice transitionnelle est faite pour cela. *"Et nous avons accumulé durant ces derniers jours un potentiel de haine qui sera plus dangereux que les bombes"*. L'Europe doit en outre faire appliquer les conditions de ses accords de partenariat. Elle estime enfin qu'Israël *"a des responsabilités d'État et ne peut être mis sur le même pied que le Hamas"*. *"L'Europe ne sera plus l'Europe et aucun citoyen ne s'y reconnaîtra si nous oublions ses fondamentaux"*.

Se référant aux propos de Daniel Cohn Bendit, Frédérique Ries (ADLE, BE) a convenu que *"cette guerre est une tragédie"* tout comme *"ceux dont on parle singulièrement moins, pour ne pas dire pas, le Congo, le Darfour, le Zimbabwe, et la Tchétchénie avant cela, dont les horreurs se sont déroulées dans un silence médiatique et politique (...) assourdissant"*. La députée a déploré *"l'indignation à géométrie variable"* de certains de ses collègues alors que *"chaque mort, homme, femme, enfant, d'un côté ou de l'autre, est une victime de trop"*. Et d'ajouter : *"on peut certes s'interroger sur l'ampleur de la riposte israélienne, mais en aucun cas, sur son droit à la sécurité. Quels gouvernements occidentaux accepteraient de voir des milliers de missiles tomber sur ses citoyens sans réagir?"*. Elle a estimé qu'au delà de *"l'indispensable cessez le feu négocié à la garantie, bien entendu, de l'acheminement humanitaire, à la fin de l'approvisionnement en armes par les tunnels"*, la vraie question, *"n'est pas de savoir si l'on parlera avec le Hamas, mais comment, sous quelle condition?"* Citant Yasser Arafat qui en mai 1989, déclarait caduque *"sa charte liberticide et mortifère"*, la députée a conclu : *"la réconciliation inter-palestinienne, d'abord, est à ce prix et notre rôle en tant qu'UE est d'amener les protagonistes palestiniens, israéliens, mais aussi voisins arabes, l'Égypte, la Jordanie, à devenir des partenaires d'un accord de paix durable"*.

Philippe Morillon (ADLE, FR) a estimé que le déploiement d'une force multinationale d'interposition sous mandat de l'ONU est la condition d'un apaisement durable. Pour la première fois, dit-il, *"Israël semble résigné à cette issue qui a été réclamée à maintes reprises par les Palestiniens"*. *"Nous souhaitons tous que cela arrive le plus tôt possible"*, a dit le député. Mais cette mission exigera de ses exécutants *"la plus totale impartialité"* et l'UE sera à ses yeux *"la mieux placée pour agir"*, éventuellement dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée. *"Peut-être devrions-nous nous y préparer?"*

Conseil

Karel Schwarzenberg, Ministre tchèque des Affaires étrangères, sur le fait de contacter le Hamas ou pas, a déclaré que *"les temps ne sont pas encore mûrs"*. Car le Hamas a continué à se comporter en tant qu'organisation terroriste. *"Il faut au préalable qu'ils arrêtent d'agir comme des terroristes, parce que l'UE ne peut s'écarter de ses principes"*, a-t-il insisté.

Il a tenu à rendre hommage à l'Égypte qui a essayé de parvenir à un cessez-le-feu et peut-être même à un armistice pour lancer un processus de paix dans la région.

Comment l'Europe peut-elle aider cette région? *"Ceux qui sont sur place nous disent quels sont les besoins"*, a-t-il répondu. Plusieurs pays ont dit qu'ils étaient prêts à aider de toutes les façons possibles, mais il faut que cela se fasse avec l'accord des États sur place.

Une suggestion a été faite pendant les débats : préparer un plan Marshall pour le Moyen-Orient. Le Ministre tchèque a trouvé cette idée *"excellente"*, car cette région a besoin d'être reconstruite.

Concernant la proposition de réviser et renforcer les relations avec Israël, il s'est référé à la décision du Conseil des ministres de 2008 : *"on ne peut pas changer cette position du jour au lendemain"*. *"Compte tenu de la situation actuelle, il est prématuré d'envisager de revoir les relations avec Israël dans un avenir proche"*, a-t-il précisé.

"Israël agit comme bon lui semble", a-t-il poursuivi, *"étant depuis toujours un ami d'Israël, je ne suis pas heureux de voir ce qu'ils font en ce moment"*. Pour le ministre tchèque, c'est une politique qui se

fait au détriment d'Israël. Mais la marge de manœuvre est limitée en UE. Il estime que la solution doit être trouvée par les partenaires. *"L'UE peut assister dans ce processus et offrir toute l'aide nécessaire, à condition que les canaux de contrebande illicite puissent être stoppés". "Je ne pense pas que le PE souhaite que nous envoyions des forces pour arrêter les combats", a-t-il conclu.*

Commission européenne

Répondant aux députés, Benita Ferro-Waldner a estimé, en tant que membre du Quartet, que l'Union européenne avait un certain rôle à jouer en vue d'assurer la paix dans la région. Tout d'abord en vue d'obtenir rapidement un cessez le feu durable et d'aider à rétablir les services de base à Gaza. Selon des sources égyptiennes, le Hamas pourrait réagir aux propositions du plan franco-égyptien. Elle a également estimé que l'Union européenne devait encourager la réconciliation inter-palestinienne. Elle a conclu en espérant *"mettre fin à la destruction et envisager la reconstruction"*